



## AGIR MAINTENANT POUR ÉLIMINER LA COVID-19 PARTOUT

La pandémie de COVID-19 est une crise globale qui exige une réponse globale. Personne ne sera en sécurité tant que cette maladie ne sera pas maîtrisée partout où elle sévit. C'est pourquoi les dirigeants mondiaux travaillent en vue d'apporter une réponse rapide, concertée et mondiale pour que des vaccins, des traitements et des outils de dépistage soient mis au point dans des temps record, produits et distribués équitablement à travers le monde. **Le Canada devrait être aux premières lignes de cet effort en répondant à ces appels à l'action :**

1. **INVESTIR** au moins 1% de la réponse du Canada jusqu'à maintenant en nouvelle aide publique au développement destinée à une réponse d'urgence globale, pour mettre fin à la crise humanitaire et à la pandémie. **Utiliser** cet engagement pour inciter d'autres donateurs à augmenter leur aide.
2. **INFLUENCER** pour demander un allègement de la dette multilatérale et privée des pays en développement, surtout pour le renforcement des systèmes de santé, et être prêt à y engager des fonds. Faire preuve de **leadership** en expliquant les mesures prises par le Canada pour répondre à cette crise à l'échelle locale et mondiale.
3. **HARMONISER** les investissements canadiens en recherche et développement avec les objectifs d'accessibilité et d'équité pour les tests, traitements et vaccins en assortissant le financement public à des conditions de partage du savoir et des données, et à des engagements d'accès équitable. En outre, le Canada devrait coordonner avec d'autres États la fabrication des vaccins en doses suffisantes des meilleurs candidats.

## Agissons ensemble

La pandémie de COVID-19 constitue un défi global inédit, et les pays font tout en leur pouvoir pour protéger leurs citoyens et éviter une catastrophe économique qui replongerait des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté,<sup>1</sup> et pour gérer les contrechocs secondaires de la crise. De ce nombre, citons les perturbations des chaînes d'approvisionnement et des systèmes alimentaires, les fermetures massives d'écoles, la possibilité d'autres éclosions, et une recrudescence marquée de la violence fondée sur le genre. Les enjeux sont énormes, les besoins colossaux, et la situation nous concerne tous.

Nous faisons face à un défi planétaire qui exige une action collective. Une aide d'urgence est nécessaire pour mettre fin à la crise humanitaire et de développement sans précédent causée par la pandémie. Il s'agit notamment des 265 millions de personnes à risque de souffrir de faim aiguë cette année, deux fois plus qu'avant la pandémie. Chaque baisse d'un point de pourcentage du PIB mondial pourrait entraîner un retard de croissance chez 700 000 enfants supplémentaires. L'insécurité alimentaire a des effets sur toute la vie, en particulier pour les enfants. Une hausse des taux de violence dus au genre, environ 1,2 milliard d'apprenants non scolarisés, 785 millions de personnes qui n'ont pas accès aux services d'eau de base et au moins 80 millions d'enfants qui pourraient manquer leurs vaccinations de routine pour prévenir d'autres épidémies. Pour les populations déjà vulnérables, une multitude de symptômes secondaires s'ajoutent à ceux que l'on connaît pour la COVID-19: la faim, une plus grande pauvreté, une réduction de l'apprentissage.

Le Canada peut et doit prendre des mesures pour traiter ces symptômes secondaires, mais aussi s'attaquer à la maladie elle-même et travailler avec le reste du monde pour éliminer la COVID-19, ici et partout. Au Canada, tout comme dans bien d'autres pays, un certain nombre de projets de RD sont en cours pour mettre au point le plus rapidement possible des outils de dépistage, des méthodes thérapeutiques et des vaccins efficaces. Si nous voulons maîtriser cette pandémie, tous les pays ont besoin de ces outils essentiels. Mais sans une coordination internationale, une mise en commun des ressources et une répartition efficace, la production et l'approvisionnement demeureront sporadiques et nous ne pourrions miser sur les technologies médicales prometteuses pour les fournir à ceux et celles qui en ont besoin. Notamment, nous devons prévoir et justifier les coûts, la capacité et la logistique de production et nous assurer que les outils dont les gens ont besoin ne soient pas monopolisés par les pays riches. Un manque de coordination laisserait à leurs souffrances les pays le plus pauvres, paralyserait l'économie mondiale et nous mettrait tous et toutes à risque face à un virus qui ne connaît pas de frontières.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> [Oxfam](#) estime que 500 millions de personnes risquent de retomber dans la pauvreté extrême à cause de la pandémie, et la [Banque mondiale](#) prévient que cette année seulement le virus pourrait faire en sorte qu'entre 40 et 60 millions de personnes pourraient se retrouver en situation de pauvreté extrême, les régions de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud étant les plus touchées.

<sup>2</sup> *White Paper on COVID-19 Product Needs and Response: Vaccines, Diagnostics, and Therapeutics*, Fondation Bill et Melinda Gates (12 mai 2020).

Heureusement, les partenaires internationaux se mobilisent pour relever ce défi. Le 24 avril 2020, on annonçait la création de l'Accélérateur Access to COVID-19 Tools (Dispositif ACT), lancé par des acteurs de la santé à l'échelle mondiale, d'intervenants du secteur privé et d'autres partenaires. Le but de l'accélérateur ACT est de mettre au point et de fournir un accès équitable à l'échelle de la planète à des « produits de diagnostic, des traitements et des vaccins innovants, en un temps record, et à une échelle et un accès encore jamais atteints pour sauver des millions de vies et économiser plusieurs milliards de dollars. Le groupe a demandé de toute urgence d'accélérer le renforcement des systèmes de santé durables et des capacités pour pouvoir distribuer les nouveaux outils de lutte contre la COVID-19 à ceux qui en ont besoin et pour atténuer les répercussions sur d'autres maladies.<sup>3</sup>

La hauteur de nos ambitions doit trouver sa contrepartie dans un leadership tout aussi ambitieux et un engagement envers la coopération internationale, l'équité et l'éradication de la COVID-19 partout où elle sévit pour que tous et toutes en soient protégés. Ceci inclut les Canadiens et les Canadiennes. Le 4 mai 2020, lors d'une cérémonie de lancement de la réponse mondiale au coronavirus organisée par la Commission européenne, le premier ministre Trudeau a déclaré avec raison « qu'une crise mondiale exige une réponse mondiale, mais il faudrait faire plus que trouver un vaccin. Il faudra en prévoir sa fabrication et sa distribution à des milliards de personnes à travers le monde, et ce de manière équitable. » D'ailleurs le Canada a travaillé sans relâche pour que ce principe soit inclus dans la [Riposte à la COVID-19](#) à l'Assemblée mondiale de la santé.<sup>4</sup>

Le 27 juin, le Canada a annoncé une contribution de 120 millions de dollars à l'Accélérateur ACT et de 180 millions de dollars pour les effets immédiats de la crise sur les plans humanitaires et du développement.<sup>5</sup> Ce sont des premiers pas positifs, mais l'ampleur de cette crise mondiale exige davantage de tous les pays, y compris le Canada. Pour mettre fin à la pandémie, un total estimé à au moins 31,3 milliards de dollars est nécessaire pour les trois piliers ACT-A des tests, des traitements et des vaccins rien que pour les 12 à 18 prochains mois dans les pays à revenu faible et intermédiaire.<sup>6</sup> Ce chiffre devrait augmenter à mesure que les coûts de fabrication et d'achat des vaccins deviennent plus clairs et que les coûts liés au renforcement des systèmes de santé sont ajoutés. Bien qu'il soit important, ce total représente moins d'un dixième de ce que le FMI estime que l'économie mondiale perd chaque mois en raison de la pandémie. Ce bilan économique massif continuera de croître sans une réponse mondiale coordonnée et

---

<sup>3</sup> [Engagement et appel à l'action: Une collaboration mondiale pour accélérer la mise au point, la production et l'accès équitable à de nouveaux produits de diagnostic, traitements et vaccins contre la COVID-19](#), Organisation mondiale de la santé (24 avril 2020).

<sup>4</sup> [WHO member states poised to adopt weaker than needed COVID-19 resolution after tortuous negotiations](#), Knowledge Ecology International (13 mai 2020).

<sup>5</sup> <https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2020/06/canada-announces-support-for-equitable-access-to-new-covid-19-medical-solutions.html>

<sup>6</sup> [ACT-Accelerator Consolidated Investment Case](#). June 26th 2020

efficace. Une part équitable de la contribution du Canada à ACT-A serait d'environ 700-750 millions de dollars canadiens en plus de ce qui a déjà été engagé.<sup>7</sup>

Les besoins humanitaires d'urgence dans le monde en développement en raison de COVID-19 augmentent également. Début mai 2020, l'ONU a augmenté son appel de fonds humanitaires pour la réponse COVID-19 à 6,7 milliards de dollars US, soulignant l'urgence de s'attaquer aux impacts sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la perturbation de l'éducation de millions d'enfants et la vulnérabilité particulière des réfugiés. Les ONG qui mènent des programmes humanitaires fournissent également des services essentiels qui répondent à ces besoins urgents, en particulier au niveau local, nous devons donc également accroître leur financement.

Suivent trois appels à l'action par lesquels le Canada pourrait contribuer à une réponse globale à la COVID-19.

## 1. Investir

**Le Canada devrait s'engager à verser au moins 1% de sa réponse à la COVID-19 pour faire face à l'urgence globale (2 milliard \$), incluant pour les besoins humanitaires et les partenaires de l'Accélérateur ACT.** Pour l'ACT-A, on parle de partenaires qui ont fait leurs preuves en terme de transparence, de responsabilisation, de priorisation de l'intérêt public et d'efficacité réelle comme la Coalition pour les innovations en préparation aux épidémies (CEPI), la Fondation pour l'innovation en matière de nouveaux diagnostics (FIND), l'Alliance Gavi pour les vaccins, UNITAID le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'Accélérateur thérapeutique et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). **Cet investissement devrait être constitué l'Aide publique au développement (APD) supplémentaire au budget actuel en aide internationale (6,4 G\$ CA en 2019), et comporter des échéances précises.**

En plus des besoins urgents mentionnés plus haut, nous estimons que :

- Ce serait une initiative phare pour cimenter l'engagement du Canada envers le multilatéralisme et les bien public global et positionner immédiatement le Canada comme chef de file sur une question urgente de préoccupation internationale.
- Au début de juillet, le gouvernement fédéral avait alloué 232 milliards de dollars aux particuliers et aux entreprises du Canada en réponse à COVID-19. 2 milliards de dollars représentent un peu moins de 1% de ce montant et auraient un impact démesuré sur la

---

<sup>7</sup> Based on Canada's share of G20+DAC countries' GDP and including a share contributed by the private sector, minus the CA\$160 million already committed to the ACT-A, including to CEPI.

protection du Canada et du monde contre le COVID-19.<sup>8</sup>

- Il est essentiel que cet investissement soit constitué de crédits supplémentaires qui s'ajoutent à l'APD pour faire en sorte que les programmes que le Canada finance par l'entremise de son budget actuel d'aide internationale puissent continuer de servir à atténuer les impacts secondaires de la pandémie<sup>9</sup> ainsi que les autres vulnérabilités des pays en développement.
- Cet investissement devrait être vu comme un versement initial, et nous devons être prêts au besoin à consentir de nouveaux investissements puisque les besoins évoluent rapidement. On peut aussi le voir comme une étape dans le cheminement du Canada vers une hausse des engagements en matière d'aide publique au développement et de coopération internationale.

Les investissements du Canada dans ce processus cadreraient bien avec sa réponse nationale, il ne faut pas les voir comme des interventions distinctes. Comme le disait le premier ministre Trudeau le 4 mai, « Personne n'est immunisé contre les effets de la COVID-19 et personne ne peut vaincre le virus à lui seul. Pour nous protéger, il faut d'abord nous protéger les uns les autres. Le Canada est prêt à aider à diriger une réponse globale coordonnée qui contribuera à surmonter la pandémie. Ensemble, nous gagnerons la bataille. »<sup>10</sup>

Le Canada jouit d'un grand respect et a démontré sa capacité de leadership pour relever des défis mondiaux dans le domaine de la santé. **En s'engageant de manière significative dans l'Accélérateur ACT, il pourrait influencer d'autres donateurs pour qu'ils se joignent à cet effort, et permettre au Canada de participer à une initiative encore plus large de réponse à la COVID-19.** La société civile et les communautés doivent être impliquées de manière significative dans le développement et la gouvernance à tous les niveaux de l'ACT-A, y compris, mais sans s'y limiter, le groupe de facilitation ACT-A et à travers les mécanismes de coordination des trois piliers pour garantir un accès équitable.

Le Canada est également bien placé pour exercer son leadership en matière d'égalité des genres. L'actuelle pandémie a exacerbé les inégalités des genres, et la prise en compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes filles est un élément essentiel d'une réponse mondiale efficace. Le Canada a joué un rôle déterminant pour assurer que les mécanismes mondiaux en matière de santé soient dotés de robustes stratégies d'égalité des genres, et devrait en faire de même pour l'Accélérateur ACT.

---

<sup>8</sup> [Economic and Fiscal Snapshot 2020](#), Department of Finance (July 8th 2020)

<sup>9</sup> Voir: [World Food Programme](#) (21 avril 2020), [UN Women](#) (27 mai 2020), [Global Education Coalition](#), [WaterAid](#) (10 avril 2020), [World Health Organization with Gavi and UNICEF](#) (22 mai 2020)

<sup>10</sup> [Le Canada et des partenaires internationaux lancent la Réponse mondiale au coronavirus](#), BPM (4 mai 2020).

## 2. Influencer

Au moment d'écrire ces lignes, nous n'avons pas encore vu le pire de la pandémie frapper de vastes zones de l'hémisphère Sud. Mais les alertes et les mises en garde se multiplient, et les réseaux de santé des pays à revenus faibles et moyens sont déjà débordés. Par exemple, en Afrique, on compte en moyenne moins d'un lit en soins intensifs et un respirateur pour 100 000 personnes, comparativement à environ 20 à 31 lits pour 100 000 personnes aux États-Unis. Dans certains pays, on constate aussi de graves pénuries d'EPI.

C'est pourquoi la société civile a demandé une suspension de la dette et le soutien des institutions financières internationales (IFI). Avant la crise, 64 pays à l'échelle du globe et 30 pays d'Afrique subsaharienne dépensaient plus pour le service de la dette que pour la santé publique.<sup>11</sup> En avril, le G20 a consenti à reporter les remboursements des dettes pour l'année 2020, une décision bien accueillie et qui, on l'espère, sera prolongée, voire mener à l'effacement des dettes pour permettre aux pays débiteurs d'investir de façon urgente dans leurs réseaux de santé et de financer le dépistage, le traitement et l'achat de vaccins qui seront nécessaires.

Bien que le Canada ne détienne pas d'importantes créances bilatérales des pays les moins riches, il peut avoir un effet de catalyseur sur la réponse à la pandémie grâce à son influence diplomatique, du fait qu'il est membre du G20 et auprès de la Banque mondiale, du FMI et des banques de développement multilatérales, et grâce au leadership qu'il exerce au sein du Groupe des amis pour le financement des ODD. Mais au-delà de l'allègement de la dette, le Canada devrait utiliser son influence pour encourager la Banque mondiale et les autres banques de développement à prioriser les investissements qui peuvent permettre à des pays de bonifier leurs réseaux de santé, tout en accordant une attention particulière aux soins de santé primaires.

**Le Canada devrait chercher à influencer ses alliés, les pays membres du G20 et les IFI pour aller encore plus loin dans les mesures d'allègement de la dette et de l'aide financière, y compris l'allègement de la dette des pays les plus pauvres jusqu'en 2021, l'émission de droits de tirage spéciaux à hauteur de 500 milliards de dollars et des investissements visant à renforcer les réseaux de santé. Le Canada devrait aussi être prêt à utiliser ses propres fonds pour permettre au FMI et à la Banque mondiale d'alléger les dettes qui leurs sont dues par les pays en développement.**

Ces pourparlers, toutefois, se déroulent en grande partie derrière des portes closes alors que ce dont les Canadiens ont grandement besoin est de voir les dirigeants canadiens, sous la direction du premier ministre, transmettre à la population l'importance et l'urgence de la réponse mondiale à la COVID-19.

---

<sup>11</sup> [Covid-19: Why the G20 must provide debt relief for the poorest countries](#), ONE (avril 2020).

Il ne fait aucun doute que les Canadiens et les Canadiennes de partout au pays encaissent les contrecoups de la crise. Heureusement, notre gouvernement est en mesure de fournir une aide financière, chose que l'on ne peut dire des pays plus pauvres. **C'est pourquoi nous vous encourageons à faire preuve d'audace en défendant le besoin d'une réponse mondiale à la pandémie**, comme le Canada l'a fait le 28 mai lors de l'Événement de haut niveau sur le financement du développement à l'époque de la COVID-19 et durant les années suivantes. **Nous comptons aussi sur vous pour assurer que les grands messages de solidarité des dirigeants mondiaux soient suivis de mesures concrètes, y compris de financement là où il est nécessaire. Il est important de le faire pour assurer la transparence et la reddition de comptes.** Et à vos côtés, nous demeurons engagés à utiliser nos différentes plateformes pour engager un dialogue avec les Canadiens et les Canadiennes sur l'importance des investissements internationaux visant à assurer le bien-être et la prospérité sur la planète, surtout tenant compte de la situation actuelle.

### 3. Harmoniser

Depuis le début de la crise de la COVID-19, le Canada a annoncé un financement à hauteur de 1,3 milliard de \$ CA pour des initiatives canadiennes en RD pour développer des vaccins, des traitements et des outils de diagnostic. Le 4 mai, le premier ministre a annoncé l'octroi de 850 millions \$ CA, des fonds préalablement annoncés, tirés en grande partie de ces mêmes investissements nationaux, en plus de contributions internationales plus modestes à la CEPI (Coalition pour les innovations en préparation aux épidémies), à l'OMS et à des pays en développement.<sup>12</sup> Toutefois, certaines questions subsistent concernant l'aspect financement de ces mesures et à savoir si les investissements canadiens s'harmonisent avec les mesures proposées dans le cadre de l'Accélérateur ACT et de la réponse mondiale à la COVID-19. Il importe de garantir la transparence et la responsabilisation de ces annonces envers la population canadienne et les partenaires internationaux.

Dans l'optique de l'Accélérateur ACT, les pays doivent coordonner leurs efforts en recherche et développement, mettre en commun leurs ressources, trouver les meilleurs outils, les produire en quantité dans des temps record, les rendre disponibles à un coût abordable et en assurer la distribution équitable à l'échelle de la planète. Ceci est conforme avec la résolution de l'AMS sur la COVID-19, que le Canada a aidé à rédiger et a adoptée, citant notamment l'accès équitable, les ententes sur le commerce international, les ententes de propriété intellectuelle, et l'ouverture à l'innovation.<sup>13</sup>

Le Canada devrait harmoniser ses investissements intérieurs avec ces objectifs de la façon suivante :

---

<sup>12</sup> [Le Canada et des partenaires internationaux lancent la Réponse mondiale au coronavirus](#), BPM (4 mai 2020).

<sup>13</sup> [A73/CONF./1 Rev.1, Seventy-third World Health Assembly](#), voir: PP10, PP13, OP4, OP5, OP6, OP7.5, OP7.11, OP7.12, OP8.2 (18 mai 2020).

- **Soumettre à certaines conditions les investissements de fonds public canadiens en recherche et développement, dont le partage des connaissances et des données.** Les instituts de recherche, les centres de recherche universitaires et les entreprises de biotechnologie, comme celles qui reçoivent un financement par l'entremise du Fonds stratégique pour l'Innovation, devraient partager leurs données, leurs technologies et leurs résultats en temps réel et de façon équitable avec les partenaires internationaux pour permettre aux pays à faible revenu d'y avoir accès et de contribuer eux-mêmes aux efforts coordonnés par l'Accélérateur ACT. **Ce financement devrait aussi comporter des exigences visant à ce que les produits développés soient abordables, accessibles et disponibles à tous ceux qui en ont besoin, qu'ils soient au Canada ou ailleurs dans le monde.**
- **Le Canada devrait travailler de concert avec la communauté internationale pour élaborer un plan complet et coordonné de fabrication** visant à produire des vaccins efficaces et sûrs, des traitements et des méthodes de dépistage contre la COVID-19 pour tous ceux et celles qui en ont besoin. Les initiatives les plus prometteuses en RD devraient être priorisées, peu importe leur pays d'origine. Dans son état actuel, le secteur des vaccins ne dispose pas des moyens pour produire et livrer un vaccin contre la COVID-19 au rythme et en volume nécessaires pour atteindre les milliards de doses qui seront nécessaires. Il faut dès maintenant coordonner les investissements dans la capacité de production.